

Droit européen (fiche nationale)

RNCP38167 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Formacode(s)	13287, 13082
Code(s) ROME	K1405, K1404, K1902, K1903, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES · SIRET : 13002608100013

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE DE TOURS · SIRET : 19370800500478

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES · SIRET : 13001848400019

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	42071817300065	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Rédaction de dossiers techniques, de notes de synthèse et d'analyses juridiques
- Etude critique de textes législatifs interprétant et appliquant le droit européen
- Etude critique des arrêts rendus par les juridictions européennes (Cour de Justice de l'Union Européenne et Cour Européenne des Droits de l'Homme en particulier)
- Construction d'argumentations cohérentes concernant toute question de droit
- Gestion des contentieux
- Assistance juridique et conseil en matière de droit européen
- Recherche sur des problématiques de droit européen
- Veille juridique dans le domaine du droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence)
- Rédaction d'actes juridiques (contrats, actes administratifs, actes juridiques de l'Union européenne, etc.)
- Définition et conduite des choix politiques des collectivités territoriales, de l'Etat, de l'Union européenne
- Activités de lobbying (aux échelons infra-étatique, étatique et supra-étatique)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
 - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
 - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
 - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
 - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
 - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
 - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- ##### Compétences spécifiques de la mention
- Identifier les différentes sources d'information européennes afin de réaliser une veille juridique complète
 - Suivre le fonctionnement et l'activité des institutions européennes pour en maîtriser les enjeux
 - Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations européennes
 - Prendre en compte la diversité des cultures juridiques européennes pour une veille juridique complète
 - Procéder à l'articulation des normes des ordres juridiques européens et nationaux
 - Analyser les enjeux juridiques européens d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable
 - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre

- Appliquer les méthodologies du droit européen à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
 - Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit européen afin d'éclairer leurs actions
 - Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit européen afin de garantir leur bonne mise en œuvre
 - Traiter les informations émanant de sources européennes afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources
 - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit européen
 - Analyser la jurisprudence européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
 - Traiter les aspects juridiques de dossiers européens ou transnationaux pour en permettre l'analyse
 - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit européen
 - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
 - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
 - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
 - Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
 - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
 - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
 - Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
 - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
 - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
 - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
 - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
 - Identifier le régime juridique des différents actes aux fins de leur élaboration
 - Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
 - Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
 - Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
 - Rédiger des actes juridiques nécessaires
 - Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) pour régler le litige
 - Respecter les délais et procédures
 - Identifier les points litigieux en évaluant les risques
 - Élaborer une stratégie contentieuse
 - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
 - Rédiger les mémoires et plaider devant les instances compétentes pour le règlement des différends
- Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38167BC01 — Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC03 — Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC05 — Réaliser une veille juridique dans un environnement européen

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les différentes sources d'information européennes afin de réaliser une veille juridique complète
- Suivre le fonctionnement et l'activité des institutions européennes pour en maîtriser les enjeux
- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations européennes
- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques européennes pour une veille juridique complète
- Procéder à l'articulation des normes des ordres juridiques européens et nationaux

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC06 — Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit européen ou en lien avec le droit européen

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser les enjeux juridiques européens d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Appliquer les méthodologies du droit européen à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
- Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit européen afin d'éclairer leurs actions
- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit européen afin de garantir leur bonne mise en œuvre
- Traiter les informations émanant de sources européennes afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit européen
- Analyser la jurisprudence européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Traiter les aspects juridiques de dossiers européens ou transnationaux pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit européen

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC07 — Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en utilisant les dispositions et outils du droit européen

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC08 — Fournir un appui juridique à la prise de décision

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC09 — Négocier et rédiger des actes juridiques en utilisant les dispositions et outils du droit européen

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier le régime juridique des différents actes aux fins de leur élaboration
- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38167BC10 — Gérer un contentieux en utilisant les dispositions et outils du droit européen

LISTE DE COMPÉTENCES

- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) pour régler le litige
- Respecter les délais et procédures
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques
- Élaborer une stratégie contentieuse
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Rédiger les mémoires et plaider devant les instances compétentes pour le règlement des différends

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69-10 Activités juridiques

84-11 Administration publique générale

99 Services extraterritoriaux

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise spécialisé en droit européen
- Juriste dans une association spécialisée en droit européen
- Juriste spécialisé en droit européen dans une structure publique ou parapublique
- Chargé de mission spécialisé en droit européen
- Rédacteur au sein de revues juridiques spécialisées en droit européen

Après réussite à un concours :

- Avocat
- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration nationale ou territoriale)

Après quelques années d'expérience :

- Conseiller juridique spécialisé en droit européen
- Lobbyiste
- Gestionnaire de projet (type chargé de mission « Europe »)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 290 €
Selon la branche	7 100 € – 7 976 €
Prise en charge	Branches concernées
7 290 €	Valeur par défaut · 208 branches
7 100 €	CPNE du notariat, CPNEFP des industries électriques et gazières
7 976 €	CPNE chimie
7 904 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 200 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP34109

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.ens-rennes.fr/>

<https://www.u-bordeaux.fr/>

<https://www.umontpellier.fr/>

<https://www.unistra.fr/>

<https://www.univ-tours.fr/>

<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>

<https://www.univ-lyon3.fr/>

<https://www.pantheonsorbonne.fr/>

<http://www.assas-universite.fr/>

<https://www.parisnanterre.fr/>

<https://www.u-pec.fr/>

<https://www.univ-rennes.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38167/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	3 750 €
Durée	566 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	3
Organismes gestionnaires (CFA)	2
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	2
Départements couverts	2
Organismes certifiés Qualiopi	2
Sessions	de 09/2026 à 09/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).